

L'UNITE DE COORDINATION PECHE
MINISTERE DE L'AGRICULTURE DES RESSOURCES NATURELLES ET DU
DEVELOPPEMENT RURAL

RAPPORT DE VÉRIFICATION

PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DE LA PECHE ARTISANALE
(PECHE)

FINANCÉ PAR LA BANQUE INTERAMERICAINE DE DEVELOPPEMENT

Don 3492/GR-HA

PÉRIODE:
1^{er} Octobre 2019 au 30 septembre 2020

MINISTERE DE L'AGRICULTURE DES RESSOURCES NATURELLES ET DU
DEVELOPPEMENT RURAL
PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DE LA PECHE ARTISANALE
Accord de don 3492/GR-HA
Financé Par la Banque Interaméricaine de Développement
(Pour la période allant du 1^{er} octobre 2019 au 30 septembre 2020)

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
LETTRE DE TRANSMISSION ET SOMMAIRE DES RÉSULTATS.....	3
Description du projet et de son financement	3
RÉSULTATS SOMMAIRES DE LA VÉRIFICATION	10
RAPPORT DES VÉRIFICATEURS INDÉPENDANTS	11
Notes Afférentes Aux États Financiers	16
Rapport des vérificateurs indépendants sur le système de contrôle interne	26
Sommaires des Constatations.....	29
Etat de suivi des recommandations de l'audit antérieur.....	33

LETTRE DE TRANSMISSION ET SOMMAIRE DES RÉSULTATS

Monsieur Pierre Flaurus Patrix **SÉVÈRE**

Ministre

Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural (MARNDR)

Damien, Route Nationale no 1, Port-au-Prince, Haïti

En ses bureau

CC : Laurent MERISIER

Coordonateur PECHE

Monsieur le Ministre,

Ce rapport présente les résultats de la vérification des Etats financiers du projet intitulé « Programme de Développement de la Pêche Artisanale » (PECHE) » comprenant : l'État des Flux de Trésorerie et l'État des Investissements cumulés suivant l'Accord de don 3492/GR-HA pour la période allant du 1^{er} octobre 2019 au 30 Septembre 2020. Nous avons présenté notre rapport sur ces états financiers à la date du 22 janvier 2021.

Description du projet et de son financement

Le 21 juillet 2015, la République d'Haïti a signé avec la Banque Interaméricaine de Développement (BID) un Accord de Financement Non Remboursable No : 3492/GR-HA pour mettre en œuvre le Programme.

Objectif Général

L'objectif du Projet est d'améliorer le revenu des petits pêcheurs dans trois régions du Sud d'Haïti (Sud, Sud-Est et Grand Anse) par le biais du développement durable de la pêche artisanale. Les objectifs spécifiques du Projet sont : (i) de renforcer la gestion institutionnelle du secteur de la pêche pour la durabilité des ressources et améliorer les conditions sanitaires et de sécurité alimentaire pour la commercialisation des produits de la mer ; (ii) d'améliorer la qualité du poisson aux points de débarquement par l'amélioration des infrastructures publiques ; et (iii) d'accroître la productivité de la pêche artisanale et réduire les pertes économiques grâce à la mise en place d'un système de gestion de la pêche fondé sur les droits.

Le programme comporte les composantes qui suivent pour atteindre ces objectifs :

Composante 1. Renforcement institutionnel et Système de l'information

Cette composante financera : (i) l'assistance technique visant à procéder à une analyse organisationnelle et institutionnelle détaillée de la Direction des Pêches et Aquaculture (DPAQ), réviser et formuler le cadre juridique du secteur et formaliser le statut des pêcheurs artisanaux ; (ii) le développement et la mise en œuvre d'un système d'information halieutique national intégré, qui comprendra : la conception du système, le développement de logiciels, un recensement national des pêcheurs et un registre des pêcheurs, des bateaux, des vendeurs et des associations ; (iii) le renforcement des capacités de la DPAQ en ressources humaines aux niveaux décentralisés ; (iv) la formation technique des cadres, des techniciens et du personnel de la DPAQ ; (v) l'étude pour les nouveaux marchés potentiels pour les produits de la mer ; (vi) des campagnes nationales de sensibilisation sur l'utilisation de la glace, la sécurité alimentaire, la consommation de produits de la mer, et l'information sur les espèces en voie de disparition ; (vii) la conception et la construction des bureaux de DPAQ à Damien et au niveau décentralisé ; (viii) la conception et la mise en œuvre préliminaire d'un plan de contrôle et de surveillance des pathologies aquatiques ainsi que d'un plan pour le contrôle sanitaire des produits de la mer ; (ix) l'étude sur le système de contrôle de la pêche opérationnelle appuyant la transition vers la gestion de la pêche fondée sur les droits pour la pêche hauturière et côtière grâce à une combinaison d'accès réglementé, des quotas, des zones d'interdictions et de mesures similaires ; et (x) l'évaluation des stocks de ressources sous-exploitées à travers des campagnes de pêche expérimentale et la mise en œuvre d'un programme de recherche sur les nouvelles techniques de pêche.

Composante 2. Infrastructure publique

Cette composante financera la conception, la supervision et le plan d'entretien des infrastructures suivantes: (i) des infrastructures de base de la pêche (tels que les sites de débarquement, de nettoyage et marchés publics, y compris la gestion des déchets solides, le système manuel de pompage et de filtration de l'eau de mer, conteneur à glace) ; et (ii) d'autres installations notamment pour protéger les navires de pêche pendant les tempêtes et les ouragans. Pour assurer la viabilité des infrastructures, la conception des investissements prendra en compte la vulnérabilité aux catastrophes naturelles, l'atténuation du changement climatique et les mesures d'adaptation.

Composante 3. Renforcement des capacités des acteurs locaux

Cette composante financera la fourniture d'assistance technique et de technologies productives à travers la fourniture de subventions de contrepartie afin de renforcer les associations de pêcheurs et de marchandes. Ce financement assurera : (i) la formation des pêcheurs et des marchandes en gestion organisationnelle, la gestion des infrastructures pour assurer leur durabilité et le développement des compétences pour les nouvelles techniques de pêche ; (ii) la fourniture d'équipements productifs améliorés pour les associations de pêcheurs et de marchandes par des subventions de contrepartie telles que décrites dans le Manuel d'Opérations du Projet et selon lesquelles le coût de l'équipement sera pris en charge en partie par le financement du Projet et en partie par les contributions des bénéficiaires; et (iii) la mise en œuvre d'un projet pilote sur les nouvelles techniques de pêche et la gestion des pêches basée sur les droits, bénéficiant environ 2829 pêcheurs et 1661 marchandes.

Coût du Projet et plan de financement

Le coût estimatif du Programme est de \$ 16, 500,000 dont un financement de la Banque Interaméricaine de Développement à hauteur de vingt-cinq millions de dollars américains (US\$ 15 000 000.00) et d'un fonds de contrepartie locale jusqu'à concurrence de l'équivalent d'Un million cinq cent mille dollars (US\$ 1 500 000.00). La ventilation par catégorie budgétaire se présente ci-après :

	Banque	Local	Total
Renforcement institutionnel et Système de l'information	6,268,660	1,400,000	6,628,000
Infrastructure publique	2,467,340	-	2,467,340
Renforcement des capacités des acteurs locaux	3,664,000	-	3,664,000
Suivi, Evaluation et Audit	800,000	-	800,000
Administration	1,400,000	100,000	1,500,000
Imprévus	400,000	-	400,000
Total	15,000,000	1,500,000	16,500,000

OBJECTIFS ET ÉTENDUE DE LA VÉRIFICATION

Selon les termes de référence du mandat, les objectifs et l'étendue de la vérification sont les suivants:

Objectif principal

L'objectif de cette mission est d'exprimer une opinion professionnelle indépendante sur les états financiers comprenant : État des Flux de Trésorerie et de l'État des Investissements cumulés) du « Programme de Développement de la Pêche Artisanale » dans le cadre de l'Accord de Don No. 3492/GR-HA de la Banque Interaméricaine de Développement (BID) et des fonds de contrepartie du Gouvernement Haïtien (ci-après GOV.HT), exécuté par ***l'Unité de Coordination Pêche du Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural (MARNDR)*** pour l'exercice terminé au 30 septembre 2020.

Notre vérification a été effectuée en conformité aux Normes Internationales d'Audit et aux Directives pour la Préparation des Rapports Financiers et des Audits Externes des Opérations financées par la Banque, et en conséquence comporte l'application des tests de corroboration et de conformité que nous avons considéré nécessaires dans les circonstances.

Objectifs spécifiques

- Exprimer une opinion sur les états financiers du projet pour la période tout en mentionnant d'une part si ces états reflètent la fidélité des transactions et d'autre part, ont été préparés selon les principes comptables généralement reconnus et selon les exigences de la Banque Interaméricaine de Développement (BID).

- Emettre une opinion indiquant si: (a) les dépenses incluses dans les états de dépenses servant de base aux décaissements de la Banque Interaméricaine de Développement sont éligibles au financement selon les termes du don et documentées de manière adéquate; (b) les fonds de don ont été employés uniquement aux fins des projets; (c) le compte spécial a été tenu conformément aux dispositions de l'Accord.
- Analyser et comprendre suffisamment la structure de contrôle interne et les procédures utilisées pour identifier les déficiences spécifiques et les zones de faiblesses dans les systèmes et contrôles et formuler des recommandations pour leur amélioration.
- Emettre une opinion sur la conformité des contrats signés aux termes de l'Accord de Don avec les lois et règles applicables.

PROCÉDURES DE VÉRIFICATION APPLIQUÉES

Nous avons effectué notre audit en accord avec les termes de référence qui nous ont été soumis et conformément aux normes internationales d'audit (International Standards on Auditing - ISA) édictées par l'IFAC, incluant les tests et les procédures d'audit ainsi que d'autres procédés que nous jugions nécessaires au regard des circonstances. Entre autres, notre mission couvre quatre grands champs :

Fiabilité des États Financiers

Procéder, sur base d'échantillonnage, à la vérification des opérations et écritures comptables, transactions et pièces justificatives qui supportent la production des états financiers notamment : l'État des Flux de Trésorerie et l'État des Investissements du projet incluant les montants budgétisés par rubriques ainsi que les financements reçus de la BID et les dépenses encourues supportées par des documents justificatifs et rapportées par l'Unité de Coordination Pêche.

Financement

- Obtenir toutes les requêtes de demande de fonds et de justification ainsi que les demandes de Paiement Direct soumise par l'Unité de Coordination Pêche à la Banque Interaméricaine de Développement (BID) pour la période sous audit ;
- Retracer les avances décaissées sur les états de compte de la BRH ;
- Concilier les dépôts aux comptes du programme avec les financements reçus ;
- Concilier les registres comptables de l'Unité de Coordination Pêche avec les LMS 1 et 10 émis par la BID ;
- Vérifier que les revenus du Programme sont intégralement reportés dans les rapports financiers du programme ;
- Vérifier le calcul arithmétique des montants présentés dans les requêtes ;
- Vérifier que la gestion des comptes est faite en conformité avec le règlement d'opérations.

Dépenses

- Examiner les livres du projet et le grand livre pour déterminer si les dépenses engagées ont été correctement enregistrées ;

- Rapprocher le grand livre général aux requêtes de justification des dépenses du projet rapportées à la Banque.
- Identifier tous les coûts qui ne sont pas adéquatement supportés par des pièces justificatives ou ne sont pas en conformité avec les termes du contrat.

Nous avons mis en œuvre des procédures spécifiques permettant d'analyser les décaissements du projet. La méthode utilisée pour choisir notre échantillon est non statistique en se basant sur le montant total des dépenses de la période. Nous avons déterminé un seuil significatif préliminaire et un niveau d'erreur tolérable. Ils sont utilisés comme base dans la sélection des dépenses au niveau des comptes et composante du projet.

Méthode d'échantillonnage

Le montant total des dépenses enregistrées dans les livres du programme pour ce financement est de USD **2,561,468** pour la période sous audit. En déterminant notre seuil significatif préliminaire à partir du total des dépenses et une erreur tolérable, nous avons trouvé des montants respectifs de **USD 38, 422** et de **USD 19, 211**. Ces montants sont utilisés comme base dans la sélection des comptes à vérifier et des transactions à sélection pour l'obtention des documents justificatifs. Les montants supérieurs à l'erreur tolérable ont été premièrement pris en considération à 100% et un pourcentage à plus de 18% a été considéré en dessous de l'erreur tolérable en prenant en compte des montants les plus significatifs.

En tenant compte du niveau de contrôle du projet, un pourcentage d'environ de 54% du montant total des dépenses du programme a été vérifié.

Nous avons utilisé des procédures d'échantillonnage soit comme procédures de corroboration, soit comme tests des contrôles clés selon le but du sondage. Sur la base d'échantillonnage décrit plus haut :

- Nous avons vérifié que les paiements sont enregistrés dans la comptabilité du programme, selon les autorisations appropriées, sur la base de documents justificatifs adéquats, par composante/catégorie d'investissement;
- Nous avons vérifié que la documentation d'appui relative aux paiements effectués est fiable et adéquate pour supporter les montants relatifs aux investissements ou dépenses de programme ; et qu'elle est maintenue de manière appropriée dans les dossiers du programme ;
- Nous nous sommes assuré, le cas échéant, que les paiements déjà déterminés inéligibles par la BID n'ont pas été imputés au financement de la BID et n'ont pas été justifiés comme dépenses de programme

Acquisition

- Examiner les procédures de passation de marchés pour déterminer si de saines pratiques commerciales y compris la concurrence ont été utilisées, des prix raisonnables ont été obtenus, des contrôles adéquats étaient mis en place sur la qualité et les quantités reçues, et afin de s'assurer que les procédures et règlements de la Banque ont été correctement appliqués.

- Nous nous sommes assurés que les biens et travaux acquis dans le cadre du programme sont adéquatement sauvegardés et qu'un système d'inventaire des biens est en place et régulièrement mis à jour. Pour les contrôles d'utilisation finale nous avons effectué des visites de sites pour nous assurer de l'existence des biens et /ou de leur utilisation ;
- Nous nous sommes assurés que les procédures d'achat utilisées sont conformes à de bonnes pratiques commerciales – qu'elles soient compétitives ou non – que des prix raisonnables ont été obtenus, et que des contrôles efficaces ont été mis en place pour garantir la qualité et les quantités reçues ;
- Vérifier si les biens acquis sont d'origine des pays membres de la Banque.

Méthode d'échantillonnage

Nous avons vérifié l'efficacité des contrôles dans le processus de passation de marchés et de paiement de biens, travaux et services durant l'exercice. Il y a eu Sept (7) qui sont repartis ainsi : 1 Travaux, 1 Biens, 2 Services de Consultants/Bureaux de Conseils, 3 Consultants Individuels. Ces marchés totalisant un montant **USD 606,307.00** pour la période présentés dans le registre de passation de marchés. Nous avons vérifié 5 marchés repartis de manière uniforme, les marchés analysés totalisent un montant de **USD 478,892.00** qui représente un pourcentage d'environ de 80%. La révision du processus de passation de marchés couvre toutes les étapes du processus.

Honoraires des Firmes de consultants et des consultants individuels

- Revoir les procédures de sélection des consultants et leur concordance aux normes prescrites par la BID et les clauses sur la passation de marché contenues dans l'accord de don et celles régissant le secteur public.
- Revoir sur base de sondages, les contrats avec les consultants afin de nous assurer de la concordance des montants payés avec les termes de contrats surtout en matière de soumission et d'acceptation des rapports et du respect des clauses des contrats et de l'accord.

Salaires et avantages sociaux

- Examiner les charges salariales directes afin de déterminer si les salaires étaient raisonnables pour les postes identifiés, conformément à ceux qui avaient été approuvés par la BID et supportés par des feuilles de paie dûment signées par les responsables et enregistrées dans le registres de paie pour l'exercice sous audit. Nous avons déterminé si des heures supplémentaires ont été imputées au projet et si elles ont été autorisées en vertu des termes d'accord.
- S'assurer si les allocations de bénéfices sociaux reçues par les employés ont été effectuées en conformité avec les lois, règlements et accord le cas échéant.
- Vérifier l'autorisation et le correct calcul du boni et son enregistrement dans les livres du projet.

- Déterminer si les personnes qui ont reçu des bénéfices, services et prestations étaient admissibles à les recevoir.

A. Structure de contrôle Interne

- Examiner et évaluer, à l'aide du modèle COSO (Committee of Sponsoring Organization), la structure de contrôle interne relative au « Programme de Développement de la Pêche Artisanale, Accord de don 3492/GR-HA » financé par la BID et exécuté par l'Unité de Coordination Pêche pour la période allant du 1^{er} octobre 2019 au 30 septembre 2020 afin d'obtenir une compréhension suffisante de la conception et de l'efficacité des politiques et des procédures de contrôle en déterminant si ces politiques et procédures ont été mises en opération.
- Évaluer l'environnement de contrôle, l'adéquation du système comptable, les procédures et activités de contrôle. L'accent est mis sur les politiques et procédures qui se rapportent à la capacité de l'UCP à enregistrer, traiter, résumer et rapporter les données financières de manière compatible avec les affirmations énoncées dans les états financiers.

B. Conformité aux termes des accords, contrats, lois et réglementations

Nous avons couvert ce qui suit en planifiant et en effectuant l'examen de conformité:

- Nous avons déterminé parmi les termes de l'Accord, les lois et règlements pertinents préalablement identifiés ceux dont la non-observance pourrait avoir un impact direct et important sur les états financiers et particulièrement sur l'État de Provenance et d'Utilisation des Fonds ou État de Trésorerie;
- Nous avons déterminé si les paiements ont été effectués en conformité avec les termes de l'Accord et les règlements établis;
- Nous avons déterminé si les fonds ont été dépensés à des fins non autorisées ou non conformes aux termes des Accords signés avec la Banque.

C. Suivi des recommandations de l'audit antérieur

Nous avons examiné les dispositions prises par la direction sur les conclusions et recommandations qui ont été présentées dans le rapport d'audit précédent en vue de déterminer si des mesures appropriées ont été mises en place pour remédier aux carences constatées.

RÉSULTATS SOMMAIRES DE LA VÉRIFICATION

A. État des Flux de Trésorerie et de l'État des Investissements

Nous avons vérifié l'État des Flux de Trésorerie et l'État des Investissements ci-joints pour le projet financé par la Banque Interaméricaine de Développement (BID) et géré par l'Unité de Coordination Pêche pour la période d'exécution du contrat allant du 1^{er} octobre 2019 au 30 septembre 2020. Ce rapport a été dressé selon la méthode de comptabilité de caisse. À notre avis, à l'exception des incidences des faits décrits dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve » sur les états financiers du Programme, les états financiers mentionnés, présentent fidèlement, dans tous leurs aspects significatifs, l'État des Flux de Trésorerie et l'État des Investissements du projet financé par la Banque Interaméricaine de Développement, dans le cadre de l'Accord de don 3492/GR-HA, pour la période allant du 1^{er} octobre 2019 au Septembre 2020.

En conformité avec les termes de référence, nous avons effectué notre vérification en conformité avec les Normes Internationales d'Audit et une opinion est émise dans le rapport en fonction des résultats de nos travaux d'audit.

A. Structure de Contrôle interne

Dans la planification et l'exécution de notre vérification, nous avons examiné la structure de contrôle interne de l'Unité de Coordination Pêche liée au projet en vue de déterminer nos procédures d'audit dans le but d'exprimer notre opinion sur les états financiers, y compris l'État des Flux de Trésorerie et l'État des Investissements.

Sur la base de notre évaluation de la structure de contrôle interne, à partir des tests que nous avons effectués nous avons constaté certaines insuffisances de contrôle relatives à la Pêche financé par la BID et géré par l'unité d'exécution du projet qui exigent des mesures correctives. Ces lacunes sont mises en relief dans les résultats de la structure de contrôle interne.

B. Conformité aux termes des accords, contrats, lois et réglementations

Nous avons passé en revue les termes des accords, lois et règlements applicables dans le cadre de la gestion des fonds du Programme pour la période sous audit. Les résultats de notre évaluation sur la conformité aux termes des accords, contrats, lois et réglementations ne révèlent pas des cas de non-conformité.

C. Suivi des recommandations de l'exercice antérieur

Nous avons présenté un tableau comprenant toutes les recommandations de l'exercice antérieur qui précise les recommandations implémentées par la direction et celles non encore appliquées.

Domond Cabinet d'Experts Comptables
Port-au-Prince, le 22 janvier 2021



Jean M. Domond, CPA

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS INDÉPENDANTS

Monsieur Pierre Flaurus Patrix **SÉVÈRE**

Ministre

**Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural
(MARNDR)**

Damien, Route Nationale no 1, Port-au-prince, Haïti

En ses bureau

CC : Laurent MERISIER

Coordonateur PECHE

Monsieur le Ministre,

Opinion avec réserve

Nous avons vérifié les états financiers ci-joints du Programme de Développement de la Pêche Artisanale, exécuté par l'Unité de Coordination Pêche, et financé par la Banque Interaméricaine de Développement (BID), Accord de Don No 3492/GR-HA qui comprennent : État des Flux de Trésorerie et l'État des Investissements cumulés pour la période allant du 1^{er} octobre 2019 au 30 Septembre 2020. Nous avons présenté notre rapport sur ces états financiers à la date du 22 janvier 2021.

À notre avis, à l'exception des incidences des faits décrits dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve » sur les états financiers du Programme, les états financiers ci-joints présentent fidèlement, dans tous leurs aspects significatifs, l'État des Flux de Trésorerie et l'État des Investissements cumulés du projet financé par la Banque Interaméricaine de Développement dans le cadre de l'Accord de don 3492/ GR-HA, pour la période allant du 1^{er} octobre 2019 au 30 Septembre 2020 conformément aux normes comptables décrites au paragraphe ci-dessous et les politiques comptables exposées dans la Note 2.

Fondement de l'opinion avec réserve

Lors de notre audit, nous avons constaté que la BID n'a pas accepté des dépenses soumises pour justification totalisant un montant de USD 152, 033 au 30 septembre 2020. Ces dépenses n'ont pas été acceptées pour cause de documentation incomplète.

Nous avons effectué notre audit conformément aux Normes internationales d'audit (ISA). Nos responsabilités en vertu de ces normes sont décrites plus en détail dans la rubrique Responsabilités du vérificateur pour la vérification des états financiers de notre rapport. Nous sommes indépendants de l'Unité de Coordination Pêche conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit

des états financiers en Haïti et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont eu le plus d'importance dans notre audit des états financiers de la période en cours. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre vérification des états financiers dans leur ensemble et dans la formation de notre opinion.

A l'exception des problèmes communiqués dans la section fondement de l'opinion avec réserve et les faiblesses de contrôle interne relevés, nous n'avons pas noté d'autres faits importants qui pourraient être rapportés dans ce rapport.

Responsabilité de la Direction en matière des états financiers

La Coordination du Programme est chargée de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers, conformément aux Normes Internationales relatives à l'établissement des rapports financiers, et de tous les contrôles internes jugés nécessaires par la Coordination pour la préparation des états financiers qui ne contiennent pas d'anomalies significatives, qu'elles soient dues à une fraude ou à une erreur.

Responsabilité des Vérificateurs

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers joints au présent rapport, sur la base de notre vérification. Nous avons réalisé notre vérification conformément aux Normes Internationales de vérification et aux exigences spécifiques de la Banque Interaméricaine de Développement. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux normes de déontologie en vigueur et que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers.

Une vérification implique la mise en œuvre de procédures en vue d'obtenir des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information présentés dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement des vérificateurs, de même que l'évaluation du risque que les états financiers contiennent des inexactitudes importantes imputables à des fraudes ou erreurs. En procédant à l'évaluation de ces risques, nous prenons en considération la structure de contrôle interne pertinente à la préparation et à la présentation fiable d'états financiers, afin d'utiliser des procédés de vérification appropriés dans les circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du système de contrôle interne du Projet. Une vérification comprend également l'appréciation du caractère approprié des principes comptables utilisés et la vraisemblance des estimations comptables faites par la Direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.


Domond Cabinet d'Experts Comptables
Certified Public Accounting (CPA)

Port-au-Prince, le 22 janvier 2021

ÉTATS FINANCIERS DU PROJET

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES NATURELLES ET DU DÉVELOPPEMENT RURAL

PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DE LA PECHE

ACCORD DE DON No.3492/GR-HA

FINANCÉ PAR LA BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT (BID)

ÉTAT DES FLUX DE TRESORERIE

Au 30 septembre 2020

(Exprimé en dollars des États-Unis d'Amérique)

Pour la période allant du 1er
octobre 2019 au 30 septembre

		Au 30 Septembre 2019		2020		Au 30 Septembre 2020	
	Notes	BID	GOH	BID	GOH	BID	GOH
Montants Reçus							
Financements		6,518,890	226,088	2,437,595	-	8,956,485	226,088
Paievements Directs		237,122	-	185,992	-	423,114	
Co-Financement		-	-	85,082		85,082	-
Total des Montants Reçus	10	6,756,012	226,088	2,708,669	-	9,464,681	226,088
Dépenses Effectuées							
Requêtes No 2@4 (Justification de l'avance)		55,317	-	-		55,317	-
Requêtes No 5-a et 5 corrigée		20,694	-	-		20,694	-
Requêtes No 6@29(Justification de l'avance)		1,930,032	-	-		1,930,032	-
Requêtes No 31@35,37,38 (Justification de l'avance)		1,286,640	-			1,286,640	-
Requêtes No 39@46 (Justification de l'avance)		1,244,266	-			1,244,266	-
Requêtes No 43@46,57(Paiements Directs)		237,122	-	185,992		423,114	-
Requêtes No 50 @53 (Justification de l'avance)		73,892	-	545,689		619,581	-
Requêtes No 54-55-56-58 (Justification de l'avance)		-	-	818,260		818,260	
Requêtes No 59@60(Justification de l'avance)		-	-	324,250		324,250	
Requetes non encore traitées				417,976		417,976	
Renforcement Institutionnel			184,820			-	184,820
Administration			41,510	-		-	41,510
Dépenses liées au Co-Financement		-	-	85,082		85,082	-
Dépenses de l'exercice non encore soumises				813,388		813,388	-
Dépenses de l'exercice antérieur soumises		545,689	-	(545,689)			
Ecart (Livre et Audit antérieur)		(43)	-	-		(43)	
Ecart(Livres et total requêtes)		-	-	1,602		1,602	-
Total des Dépenses Effectuées		5,393,609	226,330	2,646,550	-	8,040,159	226,330
Excédent des Montants Reçus sur les Dépenses Effectuées		1,362,403		62,119	-	1,424,522	-
Encaisse, au début de la période		-	(242)	1,360,456	-		(242)
Compte à recevoir		(781)	-	(22,560)	-	(23,341)	-
A payer		-	-	25,244		25,244	-
Co-Financement non utilisé		68,839		(63,430)	-	5,409	-
Ecart de change		(69,992)	242	124,539	-	54,547	242
Ecart à justifier		(13.00)	-	2,852		2,839	-
Encaisse, à la fin de la période	3	1,360,456	-	1,489,220	-	1,489,220	-

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES NATURELLES ET DU DÉVELOPPEMENT RURAL (MARNDR)
PROGRAMME DE DEVELOPMENT DE LA PECHE
ACCORD DE DON No.3492/GR-HA
FINANCÉ PAR LA BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT (BID)
ÉTAT DES INVESTISSEMENTS CUMULÉS
Au 30 septembre 2020
(Exprimé en dollars des États-Unis d'Amérique)

Catégories d'Investissement	INVESTISSEMENTS					
	INVESTISSEMENTS CUMULÉS		Pour la période allant du		INVESTISSEMENTS CUMULÉS	
	Au 30 septembre 2019		1er octobre 2019 au 30		Au 30 septembre 2020	
	BID	GOH	BID	GOH	BID	GOH
Renforcement Institutionnel et Système de l'information	2,128,732	184,820	901,915	-	3,030,647	184,820
Infrastructure Publique	181,478	-	399,495	-	580,973	-
Renforcement des Capacités des acteurs locaux	1,971,385	-	878,663	-	2,850,048	-
Suivi, Evaluation, Audit	75,099	-	45,743	-	120,842	-
Administration	1,036,915	-	335,651	-	1,372,566	-
Sous-Total	5,393,609	184,820	2,561,468	-	7,955,077	184,820
Co-Financement	-	-	85,082	-	85,082	-
	<u>5,393,609</u>	<u>184,820</u>	<u>2,646,550</u>	<u>-</u>	<u>8,040,159</u>	<u>184,820</u>

Les notes font partie intégrante des rapports financiers.

Notes Afférentes Aux États Financiers

Pour l'exercice terminé le 30 septembre 2020

1. Présentation du Ministère de l'Agriculture des Ressources Naturelles et du Développement Rural (MARNDR)

Le fonctionnement du Ministère de l'Agriculture des Ressources Naturelles et du Développement Rural (MARNDR) est régi par le décret publié dans le Moniteur de la République le 12 novembre 1987. Ce décret définit l'organisation et le fonctionnement du MARNDR. Le Ministère de l'Agriculture des Ressources Naturelles et du Développement Rural est placé sous la haute Direction d'un Ministre.

Sa mission est de formuler et d'appliquer, d'orienter et de faire respecter la politique économique du Gouvernement de la République dans les domaines de l'Agriculture et de l'élevage, des ressources naturelles renouvelables et du Développement Rural.

Quelques-unes de ses attributions :

- Fixer les objectifs du Gouvernement en matière de politique agricole et d'élevage.
- Mettre en œuvre tous les moyens susceptibles de stimuler et de soutenir l'accroissement de la production agricole et de l'élevage destiné en priorité à la consommation nationale.
- Aménager seul ou de concert avec les autres secteurs intéressés, des mécanismes propres à assurer et à garantir la stabilité des prix des produits de consommation locale et des denrées d'exportation.
- Encourager l'échange interrégional des surplus des produits agricoles ainsi que l'absorption de leurs excédents par l'agro-industrie.
- Orienter, organiser et encourager la recherche agricole et en faciliter la vulgarisation des résultats.
- Elaborer la politique du Gouvernement en matière de gestion des ressources naturelles renouvelables, notamment en ce qui concerne l'inventaire, la conservation et l'exploitation des sols, des eaux, des forêts et de la faune.
- Veiller à l'exécution de cette politique en collaboration avec les autres Ministères et les Collectivités Territoriales de façon à arrêter le processus de dégradation de l'environnement.
- Contribuer par tous les moyens au changement dans le milieu rural notamment en encourageant l'introduction des conditions de progrès telles que l'éducation, la promotion de l'habitat, des voies et moyens de communication, le crédit, l'agro-industrie et la commercialisation, la santé, le loisir, les technologies nouvelles et appropriées.

Notes Afférentes Aux États Financiers

Pour l'exercice terminé le 30 septembre 2020

2. Méthode de Comptabilité

Les états financiers ont été préparés sur la base de la comptabilité de caisse qui comptabilise les recettes à la réception des fonds et qui comptabilise les dépenses lorsqu'elles sont effectivement réalisées. Cette convention comptable diffère des IPSAS selon lesquelles les opérations devraient être enregistrées lorsqu'elles ont eu lieu et non lorsqu'elles sont payées. Toutefois, les IPSAS prévues relatives aux états financiers préparés sur la base de comptabilité de caisse ont été appliquées.

a) Présentations des recettes, des dépenses

Selon cette méthode, les revenus sont reconnus et comptabilisés au moment de l'encaissement et les dépenses au moment de l'engagement des dépenses.

b) Les Equipements, le mobilier et les fournitures

Le matériel, mobiliers et fournitures, désignés collectivement comme des immobilisations corporelles, acquis avec les fonds du projet financé par la Banque Interaméricaine de Développement, sont passées directement à la dépense mais enregistrées dans un registre en vertu de l'obligation de rendre compte. En conséquence, aucun amortissement n'est calculé sur ces biens.

c) Monnaie

Les livres sont tenus en gourdes et en dollars américains et les états financiers sont présentés en dollars américains. Les décaissements en gourdes sont enregistrés en gourdes puis convertis à leur valeur équivalente en dollars américains selon le taux de change établi par la BRH à la date des transactions.

Les éléments du solde de fonds exprimés en gourdes au 30 septembre 2020 ont été convertis au taux de référence de la Banque Centrale (BRH) effectif à cette date, soit 65.9193 HTG pour 1 USD.

3. Banque

Le solde encaisse disponible au 30 septembre 2020, tel que présenté au tableau suivant, est constitué de fonds résiduels existant dans les comptes bancaires maintenus à la Banque de la République d'Haïti (BRH) et ne sont pas porteurs d'intérêt.

Notes Afférentes Aux États Financiers

Pour l'exercice terminé le 30 septembre 2020

ENCAISSE

	Au 30 septembre 2019	Gourdes	Gourdes convertis en US dollar	Dollars U.S	Total US
Petite Caisse	804	75,000	1,138	-	1,138
Brh Bid Gourde No 121269531	239,514	23,770,290	360,597	-	360,597
Brh Bid Dollar No 111069167	1,120,138			1,127,485	1,127,485
Total	1,360,456	23,845,290	361,735	1,127,485	1,489,220

4. Dépenses en attente de justification

Au 30 septembre 2020, le montant de USD 1,231,364 représentaient les dépenses encourues et payées par l'Unité BCP-PROGEBa du MARNDR dans le cadre de l'exécution du projet Pêche (don 3492/GR-HA) en attente pour justification dont USD 813,388 non encore présentées dans les requêtes.

5. Avance et justification

Ce tableau ci-après présente le solde de l'avance à justifier et l'écart entre le solde de l'avance dans le WLMS et celui en attente au projet. L'avance de justification au 30 septembre 2020 se présente comme suit :

Réconciliation des Ressources Bancaires			
Description	Montant	Taux de conversion	Montant en USD
1.. Solde disponible en provenance des avances			1,489,220
a. Solde disponible dans le compte USD du projet à la date du 30 septembre 2020			1,127,485
b. Solde disponible dans le compte HTG du projet à la date du 30 septembre 2020	23,770,290	65.9193	360,597
c. Petite caisse	75,000	65.9193	1,138
2. Dépenses ou paiements en attente de justification de soumission (Requêtes No: 61,62,63,64,65,66))			1,231,364
3. Total des avances en attentes de justifications			2,720,584
4. Solde des avances selon le OPS de la BID			2,810,065
5. Différence entre solde OPS et solde des avances en attente			(89,481)
Différence Expliquée :			
- Dépenses récusées	152,033		
- Co- Financement			
- (Sud-est, Sud, Grand 'Anse)	(5,409)		
- A payer	(25,244)		
- A Recevoir	23,341		
- Différence de Change	(54,547)		
- Ecart à expliquer	(693)		
	89,481		

Notes Afférentes Aux États Financiers
Pour l'exercice terminé le 30 septembre 2020

6. Les fonds de contreparties locales/ Apport local

Pour la réalisation des activités du projet, le gouvernement Haïtien (GOH) à travers le MARNDR s'engage un apport à hauteur de **\$ 1, 500,000**, les dépenses engagées pour cette contrepartie au 30 septembre 2020 représentent **\$ 345,439** dont un montant de USD 119,351 non encore dépensé représentant 23% montant budgétisé.

Au 30 septembre 2020, la participation bénéficiaire ou des Associations s'élève à un montant total de 9, 977, 084 Gourdes équivalent à USD 114, 686 pour le Sud 'Est, Sud & Grand'Anse.

7. Ajustement des exercices

Il y a eu des ajustements relatifs à la variation des taux de changes durant les exercices passés et en cours qui sont accumulées et se présentent comme suit :

Ajustements des taux de change cumulés au 30 septembre 2019	(\$ 69,992)
Ajustements au cours du période	124,539
Ajustements cumulés au 30 septembre 2020	<u>\$ 54,547</u>

8. Acquisition de bien et de services

Dans le cadre du projet, des acquisitions des biens ont été faites au niveau de la rubrique informatique et des biens ont été disposés dans la rubrique mobilisation. Les acquisitions de bien et de services ont été faites selon les procédures établies.

Description	Total au 30 septembre 2019	Équipements acquis ou disposé au cours de l'exercice terminé au 30 septembre 2020	Total au 30 septembre 2020
Équipements informatiques	\$ 74,305	\$	\$
Matériels roulants	338,592		
Matériels Naval	3, 000		
Matériels Electrique	19,702		
Matériels de Climatisation	2, 480		
Matériels de résidence	<u>5, 873</u>	=	
TOTAL	<u>\$ 443,952</u>	<u>72, 248</u>	<u>\$</u>

Notes Afférentes Aux États Financiers

Pour l'exercice terminé le 30 septembre 2020

9. Catégories d'Investissements

Au 30 septembre 2020, le montant total pour cette catégorie est **USD 7,955,077**. Ce montant est repartie au niveau des catégories suivantes: Renforcement Institutionnel & Système de l'Information, Infrastructure Publique, Renforcement des capacités Acteurs locaux, Suivi, Evaluation & Audit, Administration.

10. Financement de la Banque Interaméricaine de Développement

Au 30 septembre 2020, la contribution cumulée totale reçue suivant l'accord de Don 3492/GR-HA est de **9,379,599** dollars américains, tels que présentés dans les tableaux ci-dessous :

	Financement 1er Octobre		
	Financement Cumulé au 30 Septembre 2019	2019 au 30 Septembre 2020	Montant Cumulé au 30 Septembre 2020
Financement	6,518,890	2,437,595	8,956,485
Palements Directs	237,122	185,992	423,114
	6,756,012	2,623,587	9,379,599

Notes Aux Etats Financiers
Pour l'exercice terminé le 30 septembre 2020

11. Réconciliation Etat des Investissements Cumulatifs Et OPS

	Balance selon LMS pour la période en revision	Livres du projet selon l'Etat des investissements Cumulés	Variance	Explication
Catégories d'Investissement				
Renforcement Institutionnel et Système de l'information	2,376,037	3,030,648	(654,611)	En attente de justification
Infrastructure Publique	379,658	580,973	(201,315)	En attente de justification
Renforcement des Capacités des acteurs locaux	2,564,745	2,850,048	(285,303)	En attente de justification
Suivi, Evaluation, Audit	100,853	120,842	(19,989)	En attente de justification
Administration	1,148,241	1,372,566	(224,325)	En attente de justification
TOTAL	6,569,534	7,955,077	(1,385,543)	En attente de justification

NB : Présentation des détails du montant **USD 1,385,543** :

Requête de justification # 61	114,672
Requête de justification # 62	31,146
Requête de justification # 63	272,159
Requête de justification # 64	110,884
Requête de justification # 65	155,004
Requête de justification # 66	547,748
Dépenses récusées	152,033
Ecart à justifier	1,897
Total	

Notes Aux Etats Financiers
Pour l'exercice terminé le 30 septembre 2020

12. Evènements subséquents à la date du 30 septembre 2020

Aucun événement subséquent ne nous a été communiqué.

13. Solde Budgétaire au 30 Septembre 2020

Composantes et Categories d'Investissement	BUDGET INITIAL		INVESTISSEMENTS CUMULÉS		SOLDES BUDGÉTAIRES	
	BID	GOH	AU 30 Septembre 2020		Au 30 septembre 2020	
			BID	GOH	BID	GOH
Renforcement Institutionnel et Système de l'information	6,268,660.00	\$ 1,400,000	3,030,648	\$ 184,820	\$ 3,238,012	\$ 1,215,180
Infrastructure Publique	2,467,340.00	-	580,973	-	1,886,367	-
Renforcement des Capacités des acteurs locaux	3,664,000.00	-	2,850,048	-	813,952	-
Suivi, Evaluation, Audit	800,000.00	-	120,842	-	679,158	-
Administration	1,400,000.00	100,000	1,372,566	-	27,434	100,000
Imprevu	400,000.00	-	-	-	400,000	-
TOTAL	\$ 15,000,000	\$ 1,500,000	\$ 7,955,077	\$ 184,820	\$ 6,644,923	\$ 1,315,180

14. Tableau d'Engagements au 30 septembre 2020
Exprimé en Gourdes

No Contrat	Fournisseur	Description	Montant du contrat	Durée de validité	Date de Signature	Montant payé	Montants engagés non payés sur les contrats
MARNDR/PEC HE/CI/SED-10/18/	Mercidieu Charles	Consultant en pathologie animaux aquatiques	2,310,000.00		4/15/2019	1,320,000.00	990,000.00
MARNDR/PEC HE/CI/SED-11/18/	Bradford Bayard	Consultant en Pathologie	1,866,000.00		4/15/2019	876,000.00	990,000.00
MARNDR/PEC HE/PI/SED-03/18/CSO9	FOPROBIM	Campagne de sensibilisation autour des espèces menacées	9,501,300.00		1/25/2019	318,750.00	9,182,550.00
MARNDR/PEC HE/SFQ-01/17/CS03	OCCEANIC	Assistance technique	2,769,481.64	24 mois	7/2/2018	329,457.70	2,440,023.94
MARNDR/PEC HE/PI/SED-02/18/CSO5	IRD	Expertise Collective scientifique sur les pêches en Haiti	6,636,233.79	24 mois	3/26/2019		6,636,233.79
MARNDR/PEC HE/QC-02/18/CSO7	CECOM #1	Supervision bâtiment Damien	6,370,000.00	-	3/11/2019	-	6,370,000.00
MARNDR/PEC HE/T/AON-02/18/CT02	PYRRHON SA	Construction Bâtiment DPAQ	54,097,963.34	10 mois	12/26/2018	7,388,891.20	46,709,072.14
MARNDR/PEC HE/B/AOI-01/17/	PV Engénéring (Partie Optionnelle)	Acquisition DCP (partie optionnelle)	3,980,828.40	18 mois	4/9/2018	3,582,745.06	398,083.34
MARNDR/PEC HE/B/CP-06/17/	PV Engénéring	Acquisition DCP	6,400,000.00	30 jours	11/27/2017	5,633,518.52	766,481.48

	Moramade Blanc	Resp Suivi /DPAQ	4,940,000.00			1,466,666.74	3,473,333.26
MARNDR/PEC HE/SFQC- 05/18/CS06	ICIESA	Etude ligne de base	7,132,021.88	-	2/25/2019	404,593.75	6,727,428.13
MARNDR/PEC HE/CI/QCIN- 37/19/CS11	Abnel Pierre DESAMOU RS	Evaluation Intermédiaire du programme	3,792,400.00		9/4/2019	-	3,792,400.00
MARNDR/PEC HE/SFQC- 05/19	Domond Cabinet d'Experts Comptables	Audit	2,495,730.00			-	2,495,730.00
MARNDR/PEC HE/T/AON- 01/17 /CT01	Eccomar	Conception et Construction Débarcadères	41,599,160.00	32 semaines	21 Mars 18	26,474,930.37	15,124,229.63
MARNDR/PEC HE/PI/SED- 01/18	Felix Consult	Supervision débarcadères	3,401,700.00	7 Mois	5 septembre 2018	333,352.99	3,068,347.01
MARNDR/PEC HE/QC- 03/18/CS10	CECOM /Technique Plan	Plan 5 bâtiments	3,550,000.00	12 semaines		-	3,550,000.00
MARNDR/PEC HE/QC- 04/18/CS08	We Working For Envi SA	Réhabilitation Marchés	5,439,777.26	-	4/15/2019	619,102.85	4,820,674.41
MARNDR/PEC HE/CI/QCIN- 35/19	Jean Paleme Mathurin	Plan D'Action de réinstallation PAR	5,313,374.70		11/6/2020	1,625,956.41	3,687,418.29
TOTAL			<u>171,595,971.01</u>			<u>50,373,965.59</u>	<u>121,222,005.42</u>

Tableau d'Engagements
Exprimé en Dollars

Contrat/Accord ou Liste des engagements	Fournisseur	Description	Montant du contrat	Durée de validité	Date de Signature	Montant payé	Montants engagés non payés sur les contrats
	azzedine Azzabi- Zouraq	Consultant en appui à l'USAI pour le recensement NI des Pêcheurs	54,000.00			18,900.00	35,100.00
MARNDR/PECHE/S FQ-01/17/CS03	OCCEANIC	Assistance technique	446,554.71	24 mois	7/2/2018	96,206.36	350,348.35
MARNDR/PECHE/P I/SED-02/18/CSO5	IRD	Expertise Collective scientifique sur les pêches en Haiti	393,403.57	24 mois	3/26/2019	-	393,403.57
MARNDR/PECHE/C I/SED-09/18/CO59	Claude Latendresse	Consultant en Renforcement Organisationnel	46,800.00		4/15/2019	10,800.00	36,000.00
MARNDR/PECHE/B /SED-03/18/CA18	Marine Motors	Achat de Matériel Pêche (Partie Optionnelles)	664,500.05	18 mois	4/15/2019	295,200.00	369,300.05
MARNDR/PECHE/ QC-04/18/CS08	We Working For Envi SA	Réhabilitation Marchés	49,054.22	-	4/15/2019	4,299.99	44,754.23
TOTAL			<u>1,654,312.55</u>		-	<u>425,406.35</u>	<u>1,228,906.2</u>

NB : La Liste d'engagement présentée dans le dernier rapport n'a pas été mis à jour avec le registre des marchés. Certains soldes teste ne sont pas corrects par rapport au montant décaissé.